

Entrée des sociétés publiques en bourse

Les premiers visas accordés au second semestre

Les premières entreprises publiques sélectionnées en vue de s'introduire à la Bourse d'Alger recevront leurs visas d'entrée au courant du second trimestre de l'année 2014, a annoncé, hier à Alger, Yazid Benmouhoub, directeur général de la Société de gestion de la Bourse des valeurs (SGBV).

L'entrée en Bourse des entreprises publiques a été approuvée par le Conseil des participations de l'Etat. Au nombre de huit, il s'agit de la banque publique CPA, de trois cimenteries publiques relevant du groupe industriel des ciments d'Algérie (GICA), de la compagnie d'assurance CAAR, de Cosider Carrières, filiale du groupe public du BTPH Cosider, de l'entreprise Hydro-aménagement et enfin de l'opérateur historique de téléphonie mobile Mobilis. «Ce sont des entreprises qui ont été choisies en raison de leur solidité financière», a souligné Yazid Benmouhoub lors d'une conférence-débat, organisée au forum d'El Moudjahid. Une rencontre est programmée la semaine prochaine avec les représentants de ces entreprises leaders dans leurs domaines en vue de leur expliquer davantage le processus d'introduction lequel, «avance très bien», selon ses propos.

L'ouverture du capital des huit sociétés constitue «un signal fort de la part des pouvoirs publics en direction des entreprises privées», a commenté le directeur général de SGBV, notant que leur introduction en Bourse va certainement instaurer un effet d'entraînement auprès de nouveaux acteurs. Outre cette première liste, la commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse a entamé un travail en vue d'identifier d'autres entreprises, d'après le conférencier. Pour ce faire, le ministère des Finances a instruit les différents départements ministériels afin de dénicher ces oiseux rares.

Ceci dit, l'orateur a reconnu que la configuration actuelle du tissu économique, constitué en majorité de très petites entreprises de type familial, n'est pas de nature à favoriser l'entrée en Bourse de la majorité d'entre elles. Interrogé sur le cas de l'opérateur de téléphonie mobile Djezzy, Yazid Benmouhoub a expliqué que son acquisition à hauteur de 51% par le Fonds national d'investissement devrait permettre, à terme, une introduction de cette société à la Bourse d'Alger. Selon lui, la sortie du FNI du capital d'OTA se fera par le biais de la Bourse d'Alger, ce qui conduira systématiquement à l'introduction de cette société en bourse. «Cela veut dire que, à terme, nous aurons sûrement l'opérateur téléphonique Djezzy à la Bourse d'Alger», a-t-il fait savoir, en citant le cas analogue de l'entreprise privée, NCA Rouiba.

Evoquant la capitalisation actuelle de la Bourse d'Alger, seulement 14 milliards de dinars (207 millions de dollars), l'orateur a souligné que celle-ci reste «minime» au regard des potentialités du marché algérien. Au Maghreb, le niveau de capitalisation de la Bourse d'Alger est loin de rivaliser avec celui de la Bourse de Tunis qui a atteint les 9 milliards de dollars et celui de la Bourse de Casablanca, estimé 60 milliards de dollars. Mais, d'ici 5 ans, les dirigeants de la Bourse d'Alger tablent sur une capitalisation de 10 milliards de dollars avec l'introduction de 45 nouvelles entreprises.

«C'est faisable, notamment avec l'entrée des entreprises publiques et l'arrivée d'autres. Les capacités sont telles que la Bourse d'Alger pourrait devenir une place financière régionale», a affirmé Yazid Benmouhoub. Afin de tirer profit de l'expérience des autres places financières, la Bourse d'Alger a signé récemment un protocole d'accord avec Euronext, anciennement Bourse de Paris. Un autre partenariat sera conclu prochainement avec la Bourse de Tunis.